



## *European Law Moot Court Competition - Affaire 2022-2023*

### *M-23/22, M-33/22 et M-43/22, Emauricio Dhable e.a.*

1. Le Royaume de Macondo est un membre fondateur de l'Union européenne et une fière patrie du bon vin et des impôts élevés. Dans son passé turbulent, les frontières du Royaume de Macondo ont été sujettes à de fréquents changements et, jusqu'en 1918, le royaume était constitué d'un seul État comprenant d'autres pays aujourd'hui distincts et indépendants. L'un d'entre eux, la République de Legen, est un petit pays qui n'a pas encore rejoint l'UE mais qui a le statut de candidat. Après avoir obtenu pacifiquement son indépendance du Royaume de Macondo en 1918, la République de Legen a connu une période difficile au cours de laquelle elle a beaucoup investi dans l'innovation et les réformes radicales afin d'améliorer sa compétitivité et d'attirer les talents. Bien que ce travail acharné ait porté ses fruits, la République de Legen a "frappé un grand coup" lorsqu'un nouveau type d'épice, au goût comparable à celui de la truffe, a été découvert dans sa région septentrionale, à la frontière de l'Empire de Barataria. Tous les chefs de renommée mondiale se sont empressés d'inventer des recettes intégrant cette nouvelle épice, et même Gordon Ramsay n'a rien trouvé à redire. Cette découverte a fait entrer des milliards dans le budget de l'État car, conformément à la loi légénienne, l'exploration des épices ne pouvait être confiée à un opérateur privé. Chaque centime généré par le commerce de l'épice était affiché, en temps réel, sur le site web du gouvernement et les citoyens votaient directement sur ses dépenses, rendant ainsi tout abus du système pratiquement impossible.

2. Tout se passait bien pour la République de Legen jusqu'à ce que l'accroissement de la richesse entraîne de nouveaux problèmes. L'Empire de Barataria, son seul pays voisin non-membre de l'UE, a commencé à revendiquer la région nord de la République de Legen. L'Empire de Barataria soutient que cette région, (par coïncidence) riche en nouvelle épice, a appartenu historiquement à l'Empire de Barataria et est, à ce jour, largement peuplée de Baratariens. La République de Legen a été choquée par ces revendications car les deux pays ont historiquement entretenu de bonnes relations et n'ont jamais eu de différends antérieurs. La République de Legen a contesté fermement les revendications des Baratariens, qu'elle a jugées totalement infondées, et a fait pression, avec le Royaume de Macondo, par les voies diplomatiques pour que l'UE sanctionne l'Empire de Barataria.



3. Le différend diplomatique a dégénéré en un blocus économique total de l'Empire de Barataria, le principal partenaire commercial de Legen. En conséquence, la République de Legen a perdu 30 % de son PIB et est maintenant confrontée à des niveaux de pauvreté sans précédent. L'exploration des épices a été interrompue et l'économie de Legen a commencé à s'effondrer. Face à l'afflux de réfugiés de la République de Legen appauvrie, le Royaume de Macondo a plaidé en faveur des sanctions les plus strictes possibles contre l'Empire de Barataria au niveau de l'UE et a réussi à obtenir, après l'adoption de la position commune 2022/24 et de la décision 2022/24 du Conseil, un soutien unanime pour la mise en œuvre du règlement 2402/2022. Selon l'article 2 de ce règlement :

" 1. Tous les fonds et ressources économiques appartenant à, en possession de, détenus ou contrôlés par toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme, ou toute personne physique ou morale, toute entité ou tout organisme qui leur est associé, tels qu'énumérés à l'annexe I, sont gelés.

Aucun fonds ou ressource économique n'est mis, directement ou indirectement, à la disposition des personnes physiques ou morales, entités ou organismes, ou des personnes physiques ou morales, entités ou organismes qui leur sont associés, énumérés à l'annexe I, ni utilisé à leur profit.

3. Aucun commerce de biens ou de services avec le Royaume de Barataria n'est autorisé.

4. Aucun permis de travail ne sera délivré aux citoyens baratariens par les États membres de l'Union européenne et aucun établissement dans l'Union européenne ne sera accordé aux personnes morales établies dans l'Empire de Barataria.

5. Aucun transfert, direct ou indirect, de fonds ou de ressources économiques de l'Empire de Barataria vers le territoire de l'Union européenne ne sera autorisé."

4. L'une des personnes figurant à l'annexe I du règlement 2402/2022 est Emauricio Dhable. La raison invoquée par le Conseil pour justifier son inclusion dans la liste des personnes sanctionnées est sa proximité supposée avec l'empereur de Barataria. Selon le Conseil, ce lien particulier ressort de plusieurs décisions des États membres de l'UE, de nombreux articles de presse parus dans des médias respectables, de photographies d'Emauricio Dhable avec l'empereur et sa famille, ainsi que du fait que l'activité principale d'Emauricio Dhable consiste à exploiter des gisements souterrains du nouveau type d'épice



de grande valeur, ce qui ne serait probablement pas possible sans l'autorisation personnelle de l'empereur. Le Conseil a également considéré, sur la base des informations fournies par une source non divulguée, qu'Emauricio Dhable tire profit de l'extraction d'épices dans la zone frontalière contestée entre l'Empire de Barataria et la République de Legen, soutenant ainsi implicitement le blocus économique.

5. Emauricio Dhable, un homme d'affaires de Barataria, un philanthrope et un véritable ami des animaux, a été pris au dépourvu par les sanctions. Il vit dans le Royaume de Macondo depuis cinq ans et, bien qu'environ 50% de son activité soit liée à l'exploitation d'épices précieuses dans l'Empire de Barataria, il s'est étendu à d'autres domaines, tels que l'hôtellerie et la restauration. Il a étendu ses activités à d'autres domaines, tels que l'hôtellerie et l'établissement de fermes de données dans certains États membres de l'UE. Il fait régulièrement des dons à des œuvres caritatives, mais son plus gros don jusqu'à présent a été de 5 millions d'euros pour sauver d'une mort certaine les hippopotames échoués sur l'ancienne propriété de Pablo Escobar. Les entreprises d'Emauricio Dhable ont été durement touchées par le règlement 2402/2022. L'impossibilité d'importer des épices ou de transférer les revenus de ses entreprises baratares, ainsi que le gel de ses avoirs situés dans le Royaume de Macondo, l'ont placé dans une situation économique difficile.

6. Les ennuis d'Emauricio Dhable ne s'arrêtent pas là. Son zoo privé en plein air et son parc à thème, Folivora, qu'il a créé et dont il détient actuellement 33% des parts, ont fait l'objet d'un examen minutieux. Le gouvernement de Macondo a proposé - et le roi a signé la loi - le décret royal n° 76/2022. Si le décret reprend, pour l'essentiel, les dispositions du règlement 2402/2022, il comporte des dispositions supplémentaires qui détaillent les mesures restrictives, prévoient la possibilité de les modifier et définissent la notion de "personnes associées" figurant à l'article 2 dudit règlement. Se fondant sur le règlement 2402/2022 et le décret royal n° 76/2022, le gouvernement Macondien a adopté des sanctions à l'encontre du zoo et a gelé ses fonds, considérant qu'il s'agissait d'une entité associée à une personne figurant à l'annexe I dudit règlement.

7. Conformément à l'article 7, paragraphes 1 et 3, du décret royal n° 76/2022, qui autorise le gouvernement de Macondo à "modifier unilatéralement la mesure restrictive si un changement de circonstances l'exige" et à "adopter des mesures correctives spécifiques pour



mettre fin à une mesure restrictive", le gouvernement a rendu la décision 65/2022. La décision 65/2022 ordonnait à Emauricio Dhable de vendre ses parts et de démissionner de tous les rôles liés au zoo avec effet immédiat afin que les sanctions appliquées au zoo puissent être levées. Avant les sanctions, le zoo était extrêmement populaire car il offrait une expérience unique d'animaux vivant dans une liberté presque totale. Il en résultait des revenus substantiels qui étaient toutefois principalement utilisés pour maintenir le haut niveau de bien-être des animaux du zoo. Le gel des fonds a remis en question la survie même des animaux, dont certaines espèces protégées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

8. Considérant que son inclusion dans l'annexe I du règlement 2402/2022 est injuste - parce qu'il ne fait que mener des affaires dans l'Empire de Barataria - et craignant pour la vie de ses animaux bien-aimés, Emauricio Dhable a décidé d'engager van Gend&Frankovich, le meilleur cabinet d'avocats spécialisé en droit de l'Union, afin d'introduire un recours direct devant le Tribunal de l'Union européenne pour demander l'annulation de son inclusion dans l'annexe I du règlement 2402/2022. Suite aux conseils de son équipe juridique, il a décidé de contester simultanément la décision 65/2022, ainsi que le décret royal n° 76/2022 devant les tribunaux nationaux.

9. Agissant en un temps record, le Tribunal a annulé l'annexe I du règlement 2402/2022 dans la mesure où elle concerne Emauricio Dhable, considérant que les preuves à l'appui de son inclusion étaient insuffisantes et que le Conseil ne pouvait pas s'appuyer sur des sources informelles telles que des articles de journaux pour justifier cette mesure. Le Conseil, choqué par cet arrêt qui, selon lui, s'écarte de la jurisprudence constante des juridictions de l'UE, a annoncé qu'il formulerait un recours devant la Cour de justice. En outre, en attendant l'aboutissement du processus de décision politique sur la nécessité d'un appel, le service juridique du Conseil a introduit une demande de mesure provisoire suspendant les effets de l'arrêt du Tribunal jusqu'à ce que l'arrêt définitif soit rendu sur le fond.

10. Entre-temps, l'affaire d'Emauricio Dhable devant les juridictions nationales a atteint la Cour suprême du Royaume de Macondo, la juridiction de dernière instance pour ce type de recours. Ayant reçu le jugement favorable du Tribunal, Emauricio Dhable a fait valoir devant la Cour suprême du Royaume de Macondo que les mesures nationales sont illégales car elles



mettent en œuvre l'annexe I annulée du règlement 2402/2022. Considérant que les questions soulevées dans l'affaire *E. Dhable c. The Crown* nécessitent une clarification par la CJUE, la Cour suprême du Royaume de Macondo a décidé de suspendre la procédure et de poser la question suivante :

" L'annulation de l'annexe I du règlement 2402/2022, pour ce qui concerne Emauricio Dhable, constatée par le Tribunal, mais non encore confirmée par la Cour de justice, doit-elle être interprétée comme exigeant l'annulation, par les juridictions nationales, de la législation nationale et des actes d'exécution, tels que le décret royal n° 76/2022 et la décision 65/2022, qui réglementent le même objet que ce règlement ? "

11. Outre son zoo, Emauricio Dhable a deux autres points faibles : sa fille, Pandora Dhable, et son superyacht unique en son genre, Hope-ium.

12. Pandora Dhable est une influenceuse Instagram qui aime s'amuser. Bien qu'elle puisse compter sur l'argent de son père, Pandora Dhable mène une carrière d'influenceuse réussie qui a décollé en 2019 lorsque ses photographies Instagram ont attiré le parrainage de nombreuses marques de luxe basées dans l'UE.

13. Hope-ium est un navire de 600 pieds enregistré sous le pavillon de Legen. Il possède 5 ponts, 3 piscines et une plateforme d'atterrissage pour hélicoptère. Environ 80 membres d'équipage sont nécessaires pour faire fonctionner le yacht et servir les invités. Emauricio Dhable étant très soucieux de la sécurité, Hope-ium dispose d'un bateau de sauvetage équipé de matériel militaire et d'un mini-sous-marin capable de plonger à 80 mètres. Il est également équipé d'un système de détection de missiles bien dissimulé, de lanceurs de missiles et d'autres systèmes de défense.

14. Pandora Dhable utilise souvent Hope-ium - à la fois pour des week-ends entre amis mais aussi pour des séances de photos. Chaque post qu'elle publie sur Instagram attire des milliers de followers : elle gagne de l'argent en faisant de la publicité pour des produits de luxe et elle reçoit des cadeaux coûteux tels que des articles de cuir, des cosmétiques et des bijoux. Emauricio Dhable mène bon nombre de ses réunions d'affaires sur Hope-ium. Il aime impressionner ses partenaires commerciaux en les faisant venir en hélicoptère sur le navire et



en organisant des fêtes VIP légendaires. Lorsqu'il estime que c'est bon pour les affaires, il affrète même le yacht à des célébrités pour un prix très modique.

15. Au printemps 2022, lorsque le règlement 2402/2022 a été adopté, Hope-ium a pénétré dans l'idyllique baie de Meritaton, dans la région sud du Grand-Duché de Signum - l'un des États membres les plus riches de l'UE - pour l'une des célèbres fêtes d'affaires d'Emauricio Dhable. Meritaton Bay est l'une des plus grandes baies de l'Union européenne, connue pour sa vie sociale trépidante mais aussi pour son admirable écosystème vierge, qui abrite plusieurs espèces menacées. L'Empire romain était le thème de la fête et, bien que le capitaine de Hope-ium ait exprimé une certaine inquiétude quant à la stabilité du navire, Emauricio Dhable avait fait construire une réplique du Colisée sur le troisième pont du navire.

16. Les autorités de Signum n'ont pas perdu de temps. Les agents des douanes ont saisi le navire, non sans résistance de la part de l'équipage. Certains membres de l'équipage ont même été arrêtés et le navire a été évacué. Seuls quelques gardes Signum sont restés à bord en attendant que des agents spécialisés arrivent et amènent le navire dans un port. Cependant, en raison d'une grève générale dans le Grand-Duché de Signum, le navire est resté sans équipage dans la baie de Meritaton pendant plusieurs semaines.

17. Pendant cette période, une tempête soudaine a créé de graves problèmes sur le navire, a provoqué une énorme marée noire, ainsi que le rejet de nombreuses substances dangereuses par les systèmes de défense du navire. Cela a provoqué une énorme catastrophe écologique : La baie de Meritaton est le seul lieu de reproduction en Méditerranée des tortues Caretta Caretta, une espèce très menacée ; le printemps étant leur période de reproduction, la marée noire a entraîné l'extinction de toute la population de tortues Caretta Caretta. D'autres espèces, comme les méduses, les algues et les oiseaux de mer, ont également subi de graves conséquences. Cet événement a été un énorme scandale pour les habitants de Signum, connus pour leur sensibilité environnementale et pour leur penchant pour les vacances au soleil à Meritaton Bay. Plusieurs associations de Signum ont demandé que les dommages environnementaux soient réparés au plus vite. L'association "Avocats pour l'environnement" a demandé à l'agence pour l'environnement de la baie de Meritaton de prendre des mesures immédiates et a participé activement à la procédure devant cette agence.



18. À la suite de cette demande, l'agence pour l'environnement de la baie de Meritaton a appliqué la loi nationale sur la protection de l'environnement, transposant la directive 2004/35, et a adopté la décision 1979/2022 imposant à Emauricio Dhable, en sa qualité de propriétaire de Hope-ium, une amende de 400 000 EUR pour les dommages environnementaux causés et lui demandant d'entreprendre des mesures de réparation immédiates qui coûteraient plusieurs millions d'euros.

19. L'article 1(3)(a) de la loi sur la protection de l'environnement définit le "dommage environnemental" comme une "modification négative significative et mesurable de l'environnement, y compris les dommages causés à l'eau, au sol et à l'air et les dommages causés aux espèces menacées". L'article 3, paragraphe 3, point c), définit l'activité professionnelle comme "toute activité exercée dans le cadre d'une activité économique, d'un commerce ou d'une entreprise, indépendamment de son caractère privé ou public, lucratif ou non lucratif".

20. L'article 2 de la loi sur la protection de l'environnement prévoit que :

" 1) Quiconque cause directement ou indirectement des dommages à l'environnement dans le cadre d'une activité professionnelle supporte la responsabilité légale en droit pénal, civil et administratif des effets de son activité sur l'environnement.

2. L'autorité compétente en matière d'environnement peut, à tout moment, demander aux personnes physiques et morales responsables de dommages environnementaux de:

a) prendre toutes les mesures réalisables pour contrôler, contenir, éliminer ou gérer immédiatement les contaminants pertinents et/ou tout autre facteur nuisible afin de limiter ou de prévenir tout nouveau dommage environnemental et tout effet négatif sur la santé humaine, ou toute nouvelle dégradation des services ;

b) prendre toutes les mesures correctives nécessaires.

3. Quiconque cause directement ou indirectement des dommages à l'environnement dans le cadre d'une activité professionnelle est tenu de payer une amende environnementale adaptée à la gravité du dommage dont il est à l'origine."





21. Offensé par l'idée même qu'il soit tenu comme responsable d'une atteinte à une espèce menacée, Emauricio Dhable a introduit un recours contre la décision 1979/2022 devant le tribunal administratif de Meritaton au Grand-Duché de Signum.

22. En raison de diverses questions liées à l'interprétation du droit de l'Union, le tribunal administratif de Meritaton a décidé de surseoir à statuer dans l'affaire *E. Dhable c. Agence Environnementale de la Baie de Meritaton* et de poser la question préjudicielle suivante à la Cour de justice :

"Les dommages environnementaux causés par un navire de plaisance qui est également utilisé par son propriétaire et les membres de sa famille comme lieu de réunions d'affaires, d'événements et d'autres buts tels que ceux du litige au principal, relèvent-ils du champ d'application de la directive 2004/35 en tant que dommages causés par une activité professionnelle au sens de l'article 3, paragraphe 1, de cette directive ? L'article 191 du TFUE et la directive 2004/35 permettent-ils à une agence nationale de protection de l'environnement de tenir le propriétaire d'un navire responsable des dommages environnementaux causés alors que ce navire était sous la garde des autorités de l'État et est-il possible d'imposer une amende au propriétaire pour les dommages environnementaux causés, alors qu'il n'est pas responsable de la pollution?"

23. Entre-temps, Pandora Dhable a été acceptée dans le programme Erasmus+ et espère fréquenter l'Université de Streber, située à Meritaton, dans le Grand-Duché de Signum, cet automne. Bien qu'elle soit de nationalité baratarienne, elle a obtenu la nationalité macondienne en 2017 en investissant 5 millions d'euros dans le Royaume de Macondo dans le cadre du Golden Passport Scheme. Ce régime a été mis en place par le gouvernement macondien en 2016 afin de générer plus de revenus pour le budget de l'État. Dans le cadre de ce régime, tout ressortissant étranger qui investit un minimum d'un million d'euros dans le Royaume de Macondo et qui n'a pas de condamnation pénale antérieure obtient la nationalité de ce pays. Toutefois, la nationalité ainsi obtenue n'est que conditionnelle et est soumise à révision cinq ans après son octroi. Ce n'est que si l'attribution initiale est confirmée que la nationalité est accordée à vie. En vertu de l'article 5 de la loi sur le passeport d'or macondien de 2016, les raisons de refuser de confirmer la naturalisation initiale sont les suivantes :





"5. La nationalité accordée à titre conditionnel sera retirée sur examen démontrant que l'une des conditions suivantes est remplie :

- a) Le particulier a retiré l'investissement initial ;
- b) La personne ou les personnes associées ont fait l'objet de sanctions pénales ou de mesures restrictives ;
- c) L'individu a eu des comportements incompatibles avec les valeurs du Royaume de Macondo ou son lien avec le pays a causé un préjudice de réputation au Royaume."

24. La vie insouciance de Pandora Dhable a pris fin brutalement lorsque son père a été inscrit à l'annexe I du règlement 2402/2022. Elle a perdu la majorité de ses followers Instagram - et par conséquent, sa principale source de revenus - a fait l'objet d'une action de "culture d'annulation" et même son propriétaire lui a demandé de quitter sa villa de location, qu'elle avait louée seulement cinq mois avant l'inscription et qui est située dans l'un des quartiers les plus aisés de Meritaton Bay, où elle a pris certaines de ses photos Instagram les plus aimées et sponsorisées. Pour aggraver les choses, une semaine seulement avant que sa période d'examen de la nationalité de cinq ans soit sur le point de s'écouler, le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Macondo l'a informée que, après un examen accéléré, sa nationalité lui a été retirée, avec effet immédiat, conformément à l'article 5(b) et (c) de la loi sur le passeport doré. En conséquence, l'Université de Streber l'a informée que, étant donné que l'Empire de Barataria ne relève pas de l'article 19 du règlement 2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant le programme Erasmus+, et qu'elle ne possède plus la nationalité d'un État membre de l'UE, sa participation au programme Erasmus+ devra être interrompue car elle ne remplit plus les conditions pour participer au programme.

25. Pandora Dhable a réalisé que sa vie ne serait plus jamais la même à cause de cette perte injuste de sa citoyenneté européenne et, après plusieurs recours rejetés, a décidé d'introduire un dernier recours devant la Cour administrative suprême du Royaume de Macondo.

26. Considérant que l'affaire *P. Dhable c. The Crown* impliquait une question de droit de l'Union qui n'avait pas encore été suffisamment clarifiée par la Cour de justice, la Cour



administrative suprême du Royaume de Macondo a décidé de suspendre la procédure et de poser la question suivante :

"Les articles 20 et 21 TFUE, lus à la lumière de l'article 7 de la Charte, doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à la législation d'un État membre qui prévoit la perte de la nationalité de cet État membre en cas d'association avec une personne sanctionnée par l'Union européenne ou en cas d'atteinte à la réputation de cet État membre, ce qui entraîne, dans le cas de personnes ayant exercé leur liberté de circulation, mais qui ne sont pas également ressortissantes d'un autre État membre, la perte de leur citoyenneté de l'Union européenne et des droits qui y sont attachés sans examen individuel, fondé sur le principe de proportionnalité, des conséquences de cette perte sur la situation de ces personnes du point de vue du droit de l'Union européenne ? "

27. Considérant qu'il était prudent d'assurer la cohérence de leur représentation en tant que demandeurs, Emauricio et Pandora Dhable ont décidé d'être tous les deux représentés par van Gend&Frankovich. Compte tenu des relations historiques étroites entre le Royaume et Macondo et le Grand-Duché de Signum, représentant l'agence environnementale de la Baie de Meritaton, les deux États membres ont décidé d'être représentés conjointement en tant que défendeurs par leurs agents publics.

28. Les demandes de décisions préjudicielles ont été successivement reçues par le greffe de la Cour qui leur a attribué les numéros d'affaire M-23/22, M-33/22 et M-43/22. Afin d'assurer le déroulement le plus efficace des phases écrite et orale de la procédure, la Cour a décidé de joindre les affaires. Conformément à l'article 23 du statut de la Cour de justice, le greffier a notifié aux parties que les observations doivent être soumises à la Cour pour le 25 novembre 2022 à 23h59 CET.